

Dan Glenday et Ann Duffy (dir.), *Canadian Society: Understanding and Surviving in the 1990s*, Toronto, McClelland et Stewart, 1994, 256 p.

Luc Thériault

Number 22, 1994

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1002213ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1002213ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (print)

1923-5771 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Thériault, L. (1994). Review of [Dan Glenday et Ann Duffy (dir.), *Canadian Society: Understanding and Surviving in the 1990s*, Toronto, McClelland et Stewart, 1994, 256 p.] *Cahiers de recherche sociologique*, (22), 135–137.
<https://doi.org/10.7202/1002213ar>

Comptes rendus

Dan Glenday et Ann Duffy (dir.), *Canadian Society: Understanding and Surviving in the 1990s*, Toronto, McClelland et Stewart, 1994, 256 p.

Cet ouvrage collectif se propose d'éclairer certaines questions dont pourrait dépendre la survie de la société canadienne dans les années quatre-vingt-dix. Il s'agit d'un ouvrage d'introduction s'adressant principalement aux étudiants du premier cycle universitaire en sciences sociales. Il se divise en trois parties: la première fait une large place à la perspective historique à travers la description et l'analyse de trois sources de conflits sociaux au Canada, soit la lutte du mouvement syndical, la pauvreté et le racisme; la seconde est centrée sur la question de l'État et des politiques gouvernementales; la dernière porte sur les thèmes de l'environnement et de la culture.

D'abord, la question du mouvement syndical: celui-ci sera-t-il capable de se maintenir en tant que mouvement social important, se demandent-ils sur les plans de l'historique du mouvement, de sa situation présente au Canada et aux États-Unis, de sa raison d'être et des incidences de la Charte des droits et libertés sur son fonctionnement. L'intérêt s'accroît, vers la fin, lorsque sont abordés les changements de priorités et de stratégies du mouvement syndical. Cependant, l'auteur ne pose pas les questions fondamentales pour l'avenir du syndicalisme (comme celle du partage du temps de travail).

Sur le thème de la pauvreté, Anne Duffy et Nancy Mandell nous révèlent que celle-ci croît au Canada depuis 1970, en particulier chez les femmes et les enfants. Grâce à des descriptions d'expériences personnelles, on se rend compte que la pauvreté a des répercussions sur tous les aspects de la vie des personnes qu'elle touche. Les auteurs concluent qu'il reste à savoir si nous serons capables de dépasser les traditionnelles réponses punitives à la pauvreté pour créer une nation plus équitable.

Dans le troisième chapitre, Rick Pointing déconstruit le mythe d'une société canadienne non raciste et montre que l'histoire du pays a en fait été marquée par le racisme envers les Indiens, les Asiatiques, les Juifs et les Noirs. Il passe en revue les attitudes racistes et discriminatoires des Canadiens par le biais d'enquêtes d'opinion récentes. Il rappelle l'existence d'organisations racistes au Canada et précise les notions de *racisme systémique* et de *racisme culturel*. L'auteur conclut que les non-Blancs doivent «politiser» leurs réponses au racisme puisque celui-ci est un phénomène politique. Certes, il aurait pu pousser plus avant sa réflexion et poser la question des rapports que doivent entretenir les institutions d'un État

moderne avec les différents groupes composant sa population tout en prenant en considération les exigences religieuses de ces derniers.

La deuxième partie s'ouvre sur le texte de Norene Pupo qui traite de l'omniprésence de l'État dans la vie des Canadiens. L'auteure passe en revue les trois principales théories de l'État en favorisant la perspective marxiste-structuraliste. Pupo fournit des exemples de la présence de l'État dans l'économie, le marché du travail et la vie de famille. Le fonctionnement de l'État est décrit comme un processus dynamique qui répond aux besoins du capitalisme tout en fournissant des aménagements aux minorités. L'auteure suggère enfin que l'action politique peut constituer une base d'alliances susceptibles de favoriser le changement social.

Le chapitre V, de Jorge Niosi, veut nous faire constater l'échec de la politique technologique canadienne. L'auteur rappelle le débat sur le contrôle étranger et son effet sur la recherche et le développement (R-D). Selon lui, l'industrie manufacturière canadienne est incapable de faire face à la nouvelle compétition issue de l'Accord du libre-échange. Les dépenses des entreprises en R-D sont moindres au Canada que dans les autres pays industrialisés, d'où une balance commerciale négative dans la plupart des secteurs de haute technologie. Plusieurs facteurs expliquant cette contre-performance canadienne sont passés en revue, de même que les solutions proposées par les gouvernements depuis les dix dernières années. L'auteur conclut que, pour éviter la désindustrialisation du pays, les entreprises canadiennes devront s'adapter à un environnement technologique plus compétitif.

Le chapitre VI présente une analyse, par Yves Vaillancourt, du caractère «distinct» du Québec en regard du Régime d'assistance publique du Canada (RAPC). L'auteur explique que le Québec est la seule province à bénéficier de cinq points d'impôts en vertu du RAPC. Les autres provinces reçoivent tout leur financement fédéral pour les programmes sociaux et de santé sous forme de transferts *financiers*, alors que dans le cas du Québec environ 35 % du financement fédéral prend la forme de transferts *fiscaux*. Cette réalité est souvent oubliée par les analystes de la politique canadienne. Après avoir fourni quelques explications techniques sur le RAPC, Vaillancourt explore l'évolution du statut particulier du Québec. Il montre que Jean Lesage en avait fait une priorité, mais que les gouvernements suivants (y compris celui du Parti québécois) ont peu à peu perdu de vue cette question. Enfin, Vaillancourt explique que le gouvernement fédéral, qui avait accepté un statut particulier pour le Québec en 1964, s'est ensuite efforcé (surtout à travers le ministère des Finances) de court-circuiter le développement de cette réalité. L'auteur montre donc que le fédéralisme asymétrique, si discuté durant le débat du lac Meech, existe au moins depuis 1964. Mais il rappelle que, malgré son statut particulier, le Québec ne contrôle pas entièrement ses services sociaux et de santé puisque qu'il dépend encore des paiements de transferts du ministère fédéral des Finances et des règles imposées par le ministère fédéral de la Santé.

L'article de Vaillancourt est peut-être le plus pointu du livre, mais il devrait être profitable aux lecteurs anglophones qui n'ont pas souvent accès aux perspectives québécoises sur ces questions dans leur langue. Le texte est aussi très actuel puisqu'il permet de situer, dans une tendance historique, les récentes consultations du ministre des Ressources humaines, Lloyd Axworthy, qui pourraient mener à une importante réforme du RAPC.

La dernière partie du livre compte deux chapitres. Celui de Kathleen Reil sur l'environnement et celui de Charles Acland sur la culture. Reil rappelle que l'environnement s'est hissé au haut de l'agenda politique des sociétés industrielles dans les dernières années, bien que la récession ait un peu ralenti ce mouvement. Reil explique d'abord l'émergence de l'environnement comme question sociale ainsi que les principales théories de l'environnement. Ensuite, elle traite de l'évolution des lois sur l'environnement et de l'effet des *sciences de l'environnement* sur les décisions gouvernementales. L'auteure aborde aussi les différentes réponses sociales aux catastrophes écologiques et conclut à une capacité croissante des citoyens à influencer les décisions publiques dans le domaine environnemental.

De son côté, Acland s'intéresse au problème de l'identité culturelle au Canada, problème causé en grande partie par l'imposante présence de la culture américaine à nos portes. Il rappelle que de nombreux Canadiens ont été complices et ont profité de l'invasion culturelle américaine au Canada. L'auteur définit la culture en termes politiques, plutôt que simplement esthétiques. Au problème du nationalisme culturel canadien, il oppose une situation plus enviable au Québec où la culture serait plus intégrée comme «mode de vie». Le problème au Canada, ce n'est pas l'absence de culture, dit-il, mais bien l'absence d'une *culture nationale unifiée*. En conclusion, Acland perçoit le besoin d'une culture nationale *radicale* qui ferait place à une multiplicité de voix et qui prendrait plus au sérieux la culture populaire.

En somme, ce livre de facture agréable présente une compilation originale d'articles critiques sur des questions clés pour le Canada des années quatre-vingt-dix. De plus, son format de poche et sa présentation générale sauront plaire aux lecteurs. Il constitue une contribution intéressante pour comprendre les changements sociétaux de la présente décennie et pour se préparer à leur «survivre».

Luc THÉRIAULT
 Département de sociologie
 Université de Toronto